

Que cela soit vrai des Canadiens-Français en général et même du plus grand nombre des nationalistes, nous le croyons véritablement, mais il nous paraît impossible de l'affirmer de M. Bourassa. Sans doute, au début de la guerre, le chef nationaliste a proposé que le Canada, pour des raisons ethniques, aidât la France et l'Angleterre, d'une certaine façon qui n'a jamais été précisée, mais pas comme il a été été fait, en tout cas. Dans la suite, M. Bourassa est revenu de ce premier bon mouvement et a pris l'attitude d'une neutralité malveillante envers l'Angleterre et ses alliés. Ce qu'il a voulu depuis trois ans, c'est la fin de la guerre par l'épuisement de tous les belligérants et une "paix sans victoire." Pour lui, les intérêts de la religion et de la civilisation n'ont pas plus à gagner d'un côté que de l'autre, et il voit dans la réserve du Souverain Pontife "un indice assez certain que dans la conduite de la guerre comme dans le partage des responsabilités suprêmes, il n'est guère facile de décider de quel côté l'emporte le poids des iniquités." ("Le Pape arbitre de la paix," p. 77). Nous voudrions bien, pour notre honneur et surtout pour l'honneur de ceux qui le suivent, que le point de vue adopté par M. Bourassa soit celui d'une préférence nettement donnée à la cause des Alliés, mais la vérité ne nous permet pas de le dire ni de trouver bon qu'on le dise. La vérité est autre, et nous estimons que notre cause est assez bonne pour n'être défendue que par la vérité.

Que ceux qui veulent connaître les sentiments de M. Bourassa lisent, avec la brochure que nous avons indiquée plus haut, et sur laquelle les *Etudes* ont gardé une si prudente et si significative réserve, le petit pamphlet virulent que le directeur du *Devoir* écrivit en 1917 pour détourner ses partisans de souscrire à l'emprunt de guerre du gouvernement canadien, emprunt pour lequel son journal faisait en même temps de la réclame, moyennant finances. "Alimenter le budget de la guerre, écrivait M. Bourassa, c'est favoriser cette œuvre de destruction. Emprunts de la "victoire", si l'on veut, ici comme ailleurs; mais la seule victoire qu'ils assurent, c'est la victoire des destructeurs de peuples, des agitateurs de banqueroutes nationales. Si dans chaque pays, la masse populaire se décidait à tarir les sources du budget de la mort, la guerre cesserait aussitôt."

Que ceux qui veulent connaître les sentiments de M. Bourassa en même temps que la clairvoyance de son esprit prophétique, lisent aussi les quatre longs articles qu'il écrivit dans le *Devoir* les 6, 7, 8 et 9 février 1917, contre l'entrée des Etats-Unis dans la guerre à côté des alliés. Ces articles sont plus intéressants que ceux publiés après, et mis en brochure sur l'"intervention américaine".

On verra dans ces articles, comme dans ceux sur la "diplomatie secrète" et dans bien d'autres, que les Canadiens, français ou anglais, qui combattent M. Bourassa ont bien quelques raisons très sérieuses, très impérieuses même de le faire, pour le bien de la race canadienne française et du Canada tout entier,

plus encore que pour le bien de l'empire britannique et des alliés, auxquels nous sommes aussi tenus de nous intéresser.

* * *

Nous arrêtons ici les quelques précisions que nous voulions ajouter à l'article si important des *Etudes*, reproduit dans notre dernier numéro. Sur tous les autres points de cet article nous sommes parfaitement d'accord avec la grande revue des Jésuites de France, même lorsqu'elle dit qu'il est difficile aux Français et aux Belges de comprendre les raisons de l'attitude des nationalistes dans la guerre, car ce ne sont pas tant des raisons que des passions qui motivent cette attitude. Et nous comprenons également combien doit être pénible à des âmes françaises, qui ont tant souffert et si héroïquement dans cette guerre, l'abstention, la neutralité, l'égoïsme proclamé sacré du chef nationaliste et de ses adeptes, français pourtant de sang et de langue. Il est vrai encore que beaucoup de nationalistes n'ont pu connaître le péril allemand, dont M. Bourassa s'est toujours moqué comme d'un mythe à l'usage des profiteurs de guerre. Il est vrai aussi que les fautes des gouvernants français ont contribué à diminuer l'affection respectueuse que les Canadiens-Français gardent à la France, chez ceux d'entre eux qui ne savent pas assez distinguer entre la nation française et son gouvernement.

Est-il vrai que "la note adressée par Benoît XV, le 1 août 1917, aux Puissances belligérantes est venue donner un appoint considérable" aux sentiments nationalistes? Il est certain que cette note a été exploitée audacieusement par quelques nationalistes qui s'en sont fait un appoint, sans se demander s'il leur était permis de forcer ainsi et même de dénaturer la note pontificale, pour en faire un instrument de polémique et d'invective, au risque trop réel de nuire à l'intervention du Pape. La plus considérable et la plus inconvenante de ces exploitations a fourni la matière d'une brochure, dont les *Etudes* ont cité le titre. Mais il est connu aujourd'hui que cette brochure, répandue à profusion à Rome pour y obtenir une approbation officielle activement sollicitée, n'a pas obtenu cette approbation. Rome a ainsi refusé de reconnaître l'exploitation audacieuse mais maladroite que le chef nationaliste avait faite de la note pontificale contre l'Angleterre et les Alliés.

Pas n'est besoin de dire au Directeur des *Etudes* que l'exposé aussi solide qu'éloquent qu'il a fait dans son article du "point fondamental" du document romain, répond aux convictions et aux sentiments de la grande majorité des Canadiens-Français. C'est ce point fondamental que les beaux exposés du R. P. Chossat ont aussi mis en belle lumière, que nos nationalistes n'ont pas voulu voir, parce que leur chef leur avait dit, après avoir nié le péril allemand, que ce n'est pas avant cinquante ans que l'on pourra se prononcer sur la responsabilité des auteurs véritables de la guerre.